DECRET N° 64-85 du 9 juillet 1964 modifiant le décret 64-82 du 4 juillet 1964.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 44 de la constitution de la République togolaise en date du 5 mai 1963,

DECRETE :

Article premier. — L'article 2 du décret n° 64-82 du 4 juillet 1964 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'ordre du jour de la session extraordinaire est arrêté comme suit :

Projet de loi portant modification de la loi n° 63-29 du 17 janvier 1964, loi de finances pour l'exercice 1964.

Projet de loi autorisant le Président de la République togolaise à donner son aval pour une avance de 200.000.000 de francs cfa accordée par la Caisse Centrale de Coopération Economique au Crédit du Togo.

Art. 2. — Le présent décret sera publié selon la procédure d'urgence.

Lomé, le 9 juillet 1964

N. Grunitzky

DECRET N° 64-86 du 11-7-64 autorisant le paiement des indemnités aux victimes politiques.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 et notamment son article 26 ;

Vu la loi du 17 janvier 1964 portant loi de finances pour l'exercice 1964 et notamment l'article 10 du chapitre 34 — état B. ;

Vu le décret n° 63-59 du 28 mai 1963 créant une commission des réparations ;

Vu le décret n° 64-40 du 24 février 1964 modifiant le décret du 28 mai 1963 ;

Vu le décret n° 64-37 du 24 février 1964 créant une commission spéciale de réparation ;

Sur la proposition du Ministre-Délégué à la Présidence après avis de la commission des réparations ;

Vu les prévisions budgétaires ;

Vu l'urgence,

DECRETE :

Article premier. — Est autorisé le paiement des indemnités au titre de réparations accordées aux personnes victimes d'un préjudice corporel ou matériel ou d'actes de spoliation directement imputables à des faits de discrimination politique survenus pendant la période du 27 avril 1958 au 13 janvier 1963.

Art. 2. — Ces indemnités seront mandatées au profit des intéressés dans la limite de 50% sur les crédits du chapitre 34, article 10 du budget général — exercice 1964, déduction faite éventuellement des avances déjà perçues au même titre.

Art. 3. — Le Ministre Délégué à la Présidence, le Ministre des Finances et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 11 juillet 1964

N. Grunitzky

DECRET N° 64-87 du 11 juillet 1964 portant modification du décret 61-100 du 17 novembre 1961 lequel fixe les modalités d'application de l'article 118-bis du Code des Douanes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation du service des Douanes complété par la loi n° 61-87 du 11 janvier 1961 ;

Vu le décret n° 61-100 du 17 novembre 1961 ;

Sur la proposition du Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan ;

Le conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Les paragraphes f) (modifié le 10 octobre 1963) et g) de l'article 22 du décret n° 61-100 du 17 novembre sus-visé sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

(Art. 22 : sont également admis en franchise des droits et taxes).

f) les objets destinés à la célébration d'un culte religieux et non susceptibles d'appropriation individuelle, sur production d'une attestation du chef ou du représentant qualifié de la communauté religieuse à laquelle ces objets sont destinés, certifiant que lesdits objets ne seront pas détournés de leur destination privilégiée.

g) les objets suivants destinés, pour leur usage personnel ou pour celui de leur famille aux experts des Nations-Unies et aux agents séjournant au Togo au titre de l'Assistance technique en vertu d'accords conclus avec le Gouvernement togolais :

par famille — une voiture automobile (ou une motocyclette ou un scooter) immatriculée dans une série spéciale A. E.

par famille — un réfrigérateur

par famille — un climatiseur (plus un si la famille est accompagnée d'enfants)

par famille — un poste de radio.

A cette liste valable pour le personnel des Assistanes techniques logé par le Gouvernement togolais, il convient d'ajouter pour les Assistanes techniques ne bénéficiant pas de cet avantage.

par famille — une cuisinière.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 juillet 1964

N. Grunitzky